

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2283>

Ouvertures du dimanche du centre commercial Destreland : UGTG tÃ© ni

rÃ©zon !

- La Centrale UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 9 dÃ©cembre 2016

Mis Ã jour le : vendredi 9 dÃ©cembre 2016

UGTG.org

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BASSE-TERRE VIENT D  PUNIR LA MAIRIE DE BAIE-MAHAULT, L  ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DE DESTRELLAN, LE CENTRE COMMERCIAL DESTRELAND, L  HYPERMARCH   CARREFOUR, MR BRICOLAGE, LIBRAIRIE ANTILLAISE ET DECATHLON DANS LE CADRE DES OUVERTURES DU DIMANCHE.

Sonj   : 1   Episode : Le samedi 13 décembre 2014, Le centre commercial Destreland ouvrait dès 4H30 du matin. En amont, l  UGTG a adressé des courriers au préfet, au procureur, au maire de Baie-Mahault. Ce dernier nous répondait qu  il n  avait aucune connaissance de cette programmation d  ouverture.

Une mobilisation des syndicats UGTG, FO et Solidaires perturbait alors l  ouverture de Carrefour jusqu   7 heures du matin. Pendant ce temps, une équipe de 6 inspecteurs du travail procédaient au relevé des infractions. Ce matin-l  , beaucoup de gendarmes étaient présent en dehors et    l  int  rieur du centre commercial.

A l  issue du constat effectué par l  inspection du travail, un procès-verbal a été dressé et transmis au procureur. Une plainte sera également déposée par l  UGTG pour travail de nuit illégal, ouverture illégale et trouble    l  ordre public notamment.

A ce jour, curieusement, aucune poursuite n  a été engagée par le parquet. Et tous nos courriers relatifs    ce dossier,    la direction du travail restent sans réponse.

2   Episode : Le 17 décembre 2014, l  UGTG demandait au tribunal d  annuler l  arr  t   du maire de Baie-Mahault en date du 24 novembre 2014 autorisant l  ouverture des magasins au profit du centre commercial Destreland pour les 14 et 21 décembre 2014.

Le 20 décembre 2014, l  UGTG obtenait, devant le tribunal administratif de Basse-Terre, la suspension pour absence de consultation des syndicats, de l  arr  t   du maire de Baie-Mahault (en date du 24 novembre 2014) autorisant l  ouverture du centre commercial le dimanche 21 décembre 2014. Le centre commercial restait fermé le dimanche 21 décembre 2014. La procédure d  annulation suivait son cours.

3   Episode : Après la fermeture du 21 décembre, le centre commercial, l  association des commerçants, Carrefour, Mr Bricolage, la librairie antillaise et Décathlon vont déposer une nouvelle demande au maire pour le 28 décembre 2014. Etonnant car tous les prospectus distribués depuis le 02 décembre annonçaient d  j l  ouverture du 28 décembre 2014 alors qu  ils n  avaient aucune autorisation. Tout simplement parce qu  ils avaient d  j dépassé le quota des 5 ouvertures exceptionnelles. En réalité, ils en étaient    plus de 10 ouvertures en 2014 (5 demandes au regard de la loi et le reste en clandestin - les prospectus peuvent en témoignés).

Le maire de Baie-Mahault demandait    l  UGTG (par fax le 22 décembre    17H27) son avis    « express    » sur cette demande au plus tard pour le 26 décembre 2014, encore une fois au mépris de la loi et en plein no   I. Dans un courrier adressé au maire en date du 26 décembre 2014, l  UGTG dénonçait la manipulation qui allait être opérée et s  insurgeait contre le non-respect des dispositions légales en matière de consultation des syndicats.

Malgré tout, le maire va prendre un arrêté    « express de complaisance    » pour maquiller cette supercherie. Les arrêtés sont signés et publiés le samedi le 27 décembre 2014. Ils autorisent l  ouverture des

commerces. Et bien Ã©videment avec lâEuros"avis favorable des syndicats patronaux.

4Ã©? Episode : LâEuros"UGTG dÃ©cide alors de dÃ©poser un nouveau recours devant le tribunal administratif de Basse-Terre afin dâEuros"obtenir lâEuros"annulation des arrÃ©tÃ©s du 27 dÃ©cembre 2014 qui sont ni plus ni moins que des arrÃ©tÃ©s de complaisance faisant de la mairie un instrument Ã la solde du patronat, contre les droits des travailleurs et des consommateurs. Les requÃªtes seront dÃ©posÃ©es le 26 fÃ©vrier 2015.

RÃ©sultats :

Les audiences pour les deux dossiers :

[-] Annulation des arrÃ©tÃ©s du 24 novembre 2014 pour les ouvertures des 14 et 21 dÃ©cembre 2014 ;

[-] Annulation des arrÃ©tÃ©s du 27 dÃ©cembre 2014 pour les ouvertures du 28 dÃ©cembre 2014.

Ont eu lieu le 03 novembre 2016 et le dÃ©libÃ©rÃ© le 24 novembre 2016.

DÃ©cision du Tribunal :

a) LâEuros"arrÃ©tÃ© du 24 novembre 2014 (pour les ouvertures des 14 et 21 dÃ©cembre 2014) au profit du centre commercial Destreland est annulÃ©.

b) La mairie de Baie-Mahault est condamnÃ©e Ã verser Ã lâEuros"UGTG 1500 euros au titre de lâEuros"article L 761-1 du code de justice administrative.

c) Les arrÃ©tÃ©s du 27 dÃ©cembre 2014 (pour les ouvertures du 28 dÃ©cembre 2014) au profit de lâEuros"association des commerÃ§ants, du centre commercial, de Carrefour, de Mr Bricolage, de la librairie antillaise et de DÃ©cathlon sont annulÃ©s.

d) La mairie de Baie-Mahault, lâEuros"association des commerÃ§ants, le centre commercial, Carrefour, Mr Bricolage, Librairie antillaise et DÃ©cathlon sont condamnÃ©s Ã verser Ã lâEuros"UGTG 250 euros chacun au titre de lâEuros"article L 761-1 du code de justice administrative.

Conclusions : UGTG tÃ© ni REZON.

[-] Tous les arrÃ©tÃ©s des 14, 21 et 28 dÃ©cembre 2014 sont annulÃ©s.

[-] La mairie de Baie-Mahault doit verser Ã lâEuros"UGTG 1750 euros.

[-] LâEuros"association des commerÃ§ants, le centre commercial, Carrefour, Mr Bricolage, Librairie antillaise et DÃ©cathlon doivent verser un montant total de 1500 euros Ã lâEuros"UGTG.

SÃ© vÃ©ritÃ© : En Guadeloupe, la IÃ©gislation sur le travail de nuit et lâEuros"ouverture du dimanche nâEuros"est pas respectÃ©e. CâEuros"est le braconnage au dÃ©triment des intÃ©rÃªts des travailleurs et des consommateurs dans le silence complice des autoritÃ©s. Depuis plusieurs mois, lâEuros"UGTG interpelle la direction du travail sur lâEuros"ouverture de Carrefour 52 dimanches depuis janvier 2016. A ce jour, aucune rÃ©ponse de lâEuros"administration. Le maire de Baie-Mahault, quant Ã elle, dÃ©clare que cela ne relÃ©ve pas de sa

compÃ©tence.

SÃ©critÃ© : En rÃ©alitÃ©, il nâ€™y a ni croissance Ã©conomique, ni amÃ©lioration de la situation de lâ€™emploi, ni amÃ©lioration de la vie des guadeloupÃ©ens. Bien au contraire, câ€™est la destruction des emplois singuliÃ©rement par la fermeture des petits commerces et des magasins. Câ€™est la destruction de la vie de famille. Câ€™est la destruction du lien social par la dÃ©sertification des quartiers. Câ€™est la destruction de la rÃ©glementation du travail, obligeant les salariÃ©s Ã travailler dans la prÃ©caritÃ©, le sous-emploi et la flexibilitÃ©.

Quant au travail de nuit (aprÃ©s 21 heures et jusquâ€™Ã 6 heures du matin), il est exceptionnel et doit Ãªtre justifiÃ© par la nÃ©cessitÃ© dâ€™assurer la continuitÃ© de lâ€™activitÃ© Ã©conomique ou des services dâ€™utilitÃ© sociale.

Nous ne sommes aucunement dans cette situation car le recours au travail de nuit nâ€™est pas inhÃ©rent Ã lâ€™activitÃ© de ces entreprises. Cela veut donc dire quâ€™un travailleur victime dâ€™un accident de la route ne serait pas en accident du travail au regard de la sÃ©curitÃ© sociale. MÃªme en ouvrant boutique Ã 6 heures du matin, le salariÃ© commence Ã 5 heures (travail de nuit) apa Ã « travail Ã lâ€™aube Ã » comme certains le prÃ©tendent sÃ©lannuit.

Il sâ€™agit IÃ dâ€™atteintes graves au droit des travailleurs au nom de la recherche du profit. Il ne sâ€™agit pas non plus de faire bÃ©nÃ©ficier de rÃ©ductions aux clients mais de domestiquer les consommateurs afin de les manipuler pour mieux les dÃ©pouiller.

Toutes ces manÃ©uvres visent Ã :

[-] GÃ©nÃ©raliser le travail du dimanche et le travail de nuit.

[-] DÃ©truire les acquis sociaux afin de maintenir les travailleurs dans la prÃ©caritÃ©, dans la flexibilitÃ©, dans le sous-emploi, les bas salaires et le travail Ã temps partiel imposÃ©.

[-] Transformer le consommateur en un Ãªtre manipulÃ©, tÃ©lÃ©guidÃ©, un conso-zombi.

[-] DÃ©truire les petits commerces de proximitÃ© dans les quartiers engendrant dÃ©serts sociaux, chÃ´mage, prÃ©caritÃ© et dÃ©rives sociales.

E suwtou fÃ© piplis lajan ankÃ© Ã© ankÃ© si do a travayÃ© Ã© konsomatÃ©.

**TRAVAYÃ©E â€™ JENN â€™ RÃ©TRÃ©OTÃ© -
PAOP GWADLOUP !**

ZÃ©EL A RAVÃ©ET VÃ©EWNI MEN APA BON VYANN !

Lapwent, 05.12.2016